

<http://www.crifrance.com/actu-islamophobie/les-degats-collateraux-de-la>



Les « dégâts collatéraux » de la guerre contre le terrorisme : les enfants musulmans tous suspectés de djihadisme à l'école de la République !

Date de mise en ligne : mercredi 4 février 2015



- Actu islamophobie -

Copyright © Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie - Tous droits

réservés

Il est temps de dénoncer les dérives de l'Education Nationale et les nouvelles directives de la ministre Najet Vallaud-Belkacem. Après le retrait du PowerPoint de l'académie de Poitiers, dû à l'action de CRI, qui avait au nom de la lutte contre le djihadisme établi un profil pour le moins stigmatisant des enfants susceptibles de devenir djihadiste, nous revoilà avec un autre PowerPoint du même acabit que le ministère de l'Éducation Nationale publie dans ses réseaux sans complexe pensant que l'affaire de l'attentat de Charlie hebdo permet de tout cautionner.

Comment peut-on toucher à la classe de personnes les plus vulnérables, les enfants, ceux que les familles envoient à l'école de la République chaque matin, en toute confiance, et se retrouver à leur insu sous contrôle, leurs comportements étant observés, analysés à la loupe selon des critères risibles émanant d' « experts cupides » ?

Est-ce que la lutte contre le terrorisme n'est pas l'arbre qui cache la forêt ? C'est à dire une islamophobie qui vient faire oublier les coupables de la crise 2008, des choix politiques en faveur d'un ultra-libéralisme au service de multinationales, un nouvel ordre mondial qui dépossède les masses de leur pouvoir démocratique ?

Pourtant, le Premier ministre Manuel Valls ayant déclaré qu'un "apartheid territorial, social, ethnique" se serait "imposé" en France (au lieu de préciser qu'il a été imposé par les gouvernements successifs) reconnaît un certain racisme d'Etat qui a ostracisé une catégorie de la population française dans des « banlieustans », à la périphérie des villes, tranquillement dans la continuité d'une gestion colonialiste. Le constat aujourd'hui est que les enfants de ces quartiers populaires sont tous issus du même milieu, prolétaire, de la même ethnie souvent, de la même religion, musulmane. Ces enfants d'un même quartier se rendent dans la même école, rencontrent des enfants du même profil jusqu'au lycée voire jusqu'au pôle emploi. Ils ne connaîtront pas l'altérité ethnique, sociale ou territoriale de manière régulière, naturelle et répétitive qu'au moment de l'âge adulte, c'est-à-dire à l'entrée dans la vie active où ils rencontreront peut-être un certain racisme au travers de leur recherche d'emploi ou de logement pour beaucoup d'entre eux. Dans leur "banlieustan", c'est la culture d'origine des parents qui domine parce qu'elle est la seule sur le territoire ostracisé qu'est la banlieue. Le communautarisme naît de la politique gouvernementale de la ville et des territoires nécessairement, il faut le dire sans ambages, surtout ici, qu'on ne nous fasse pas croire à un atavisme de la délinquance plutôt qu'à des causes de la promiscuité.

Bien évidemment, la mixité n'étant pas, il n'y a pas le rapport à l'altérité au quotidien et dans la proximité qui oblige les uns et les autres à adapter un mode de vie communiquant, c'est-à-dire médian qui emprunte des comportements séants les uns aux autres. Traduisons : « Les banlieues » se communautarisent culturellement et le « centre-ville » s'embourgeoise. La fracture sociale est là, les différences socio-économiques sont patentes, les ordres sociaux sont conservés, conformément aux nécessités du libéralisme que sert la République socialiste héritière du jacobinisme, promulguée par Jean Billaud-Varenne, un responsable du régime de la terreur aux côtés de Robespierre, dont la réflexion et l'action se prétendent de la continuité des « Lumières », de la religion laïque de Ferdinand Buisson dont Vincent Peillon, le prédécesseur de NVB était un fervent admirateur. La République proclamée une et indivisible trouve dans cet apartheid ethnique, social et territorial sa propre contradiction volontaire dans ses banlieues, ses ghettos qu'elle a fabriqués de toutes pièces.

Comment alors parler de paix sociale sans cohésion sociale ? Comment penser le « vivre-ensemble » sans vivre ensemble, sans mixité socio-ethnique dans une démocratie moderne qui a fortiori est multiculturelle, née de la misère due aux colonies africaines ?

Il y aurait lieu au préalable si la volonté politique d'égalité et de justice sociale était probante, de favoriser une mixité ethno-sociale sur les bancs de l'école dès le plus jeune âge pour que l'altérité ne soit plus perçue comme opposition politique mais plutôt comme proposition qui enrichit, une plus-value culturelle et affective. L'école moderne de Condorcet n'a jamais été mise en pratique sinon quelque organisation de principe comme l'invitation forcée de tous à s'instruire pour que grâce à la connaissance et la raison, l'individu ne connaisse plus le pouvoir tyrannique des dogmatismes, de l'inquisition. L'école est malheureusement encore plus que jamais dans les banlieues, des lieux d'enfermement sous contrôle où aujourd'hui, l'Etat s'arroge le droit de fichier votre enfant, de l'éduquer pour devenir

citoyen idéal des "Lumières" selon un métarécit, une mystification des valeurs de la République laïque, et non au service de ses principes fondateurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Davantage, l'enfant est devenu l'otage et l'objet de chantage du gouvernement pour soumettre les familles aux diktats de la république, une désubjectivation identitaire où la religion musulmane ne doit plus faire partie du paysage social pour des raisons inavouées inavouables pour laisser place à un nouveau dogmatisme « le laïcisme » que Condorcet craignait déjà en annonçant un transfert de cléricature au sein de l'école : « On embrigade l'enfance dans des fêtes, des célébrations, des défilés ; le culte de la Nation, la déesse Nature, l'arbre de la Liberté remplacent la citoyenneté, la science et la responsabilité autonome. En réalité, l'école a ses nouveaux prêtres. Le mot le plus dur de Condorcet contre cette nouvelle classe politique ira à Robespierre, qui ne le lui pardonnera pas, lorsqu'il le traitera de « faux curé ». Perspectives : revue trimestrielle d'éducation comparée (Paris, UNESCO : Bureau international d'éducation, vol. XXIII, n° 1-2, 1993, p. 201-213).

Ahmed, un écolier niçois âgé de 8 ans, a été entendu ce mercredi 28 janvier après-midi dans un commissariat de la ville pour "apologie de terrorisme". Le père est poursuivi pour intrusion dans l'établissement voulant empêcher son enfant de s'enfermer dans les toilettes pour s'isoler. Les plaignants ont présupposé que cet enfant avait répété un discours de la famille au sein de la sphère privée qu'est la famille. Ciotti et Estrosi, des "politiques" que l'arrestation d'enfants musulmans ne dérange pas mais réjouit commentent médiatiquement une satisfaction presque jubilatoire qui montre combien la honte, l'humilité, la prévenance à l'égard de l'enfance n'ont plus dans cette caste de fonctionnaires, aucune importance.

Ahmed n'est pas le seul cas ... tristement

CRI dénonce et lutte contre les dérives dues à l'institutionnalisation de l'islamophobie dans les écoles depuis la loi liberticide 2004 contre le port de signe ostensible religieux jusqu'à la mise en danger de l'enfance ... musulmane ... contre les familles musulmanes ... par des méthodes pour le moins arbitraires et islamophobes.

CRI dévoile l'ostensibilité de l'islamophobie d'Etat.

Jamilla FARAH